

département de l'Information. Je suis heureux de voir le ministre ici ce soir. Je suis allé au cinéma l'autre soir, et je l'ai entendu prononcer un discours. Cette annonce, financée par l'Association canadienne des annonceurs, proclamait que le Canada est un pays uni, où tous se comprennent. Nous comprenons-nous vraiment les uns les autres alors que le bill C-176 déchire le pays? L'annonce déclare que si le Canada n'avait pas une si grande superficie et cet arc de population le long des régions du sud...

L'hon. M. Stanbury: Monsieur l'Orateur, le député me permet-il une question? Aurait-il l'obligeance de dire ce qu'il lit? Si le texte vaut la peine d'être cité, le déposerait-il?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, je le déposerais avec plaisir, mais je n'en aurai peut-être jamais de copie. Je continue la citation. On y dit que le problème aurait été différent...

L'hon. M. Stanbury: Dites ce que c'est.

M. Horner: Tous les députés peuvent voir. C'est une annonce publiée par le service d'Information Canada.

L'hon. M. Stanbury: Non.

M. Horner: Le ministre fait signe que non. S'il n'en sait rien, pourquoi le sceau de son ministère s'y trouve-t-il et pourquoi l'ai-je reçu de son ministère? Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'exprimer mon idée jusqu'au bout.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre.

MOTION D'AJOURNEMENT

Une motion d'ajournement de la Chambre, aux termes de l'article 40 du Règlement, est censée avoir été présentée.

LE CHÔMAGE—LES EMPLOIS D'ÉTÉ POUR LES ÉTUDIANTS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Le 5 février, monsieur l'Orateur, j'ai demandé au premier ministre (M. Trudeau) si, vu la déclaration du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) et celle des étudiants libéraux canadiens sur l'aggravation du chômage, le gouvernement dirait à la Chambre s'il était en train d'élaborer de nouveaux plans pour fournir du travail au grand nombre d'étudiants tant des universités que des écoles secondaires qui envahiraient le marché du travail cet été. Le premier ministre a répondu que le gouvernement dressait des plans en vue de créer des emplois pour les étudiants cet été. Depuis lors, plusieurs ministres—le secrétaire d'État (M. Pelletier) qui coordonne le programme, le ministre du Travail (M. Mackasey), sauf erreur, et celui de la Main-d'œuvre et de l'Immigration—ont fait des déclarations sur toute une série de programmes gouvernementaux.

[M. Horner.]

• (10.00 p.m.)

Il y a le programme Perspectives-Jeunesse, qui prévoit l'emploi d'étudiants. Il y a des programmes de voyages, y compris les voyages-échanges avec l'étranger et le programme d'auberges pour les étudiants qui voyageront au pays. Ces programmes ne permettent pas des réalisations suffisantes, et ont été proposés trop tard. On les a annoncés il y a quelques semaines à peine, moins d'un mois avant la date où les étudiants des universités auront terminé leur année et commenceront à chercher du travail. On les a présentés d'une façon qui ne peut que susciter la confusion et les difficultés. Les étudiants et d'autres groupements bénévoles ont été invités à proposer de nouveaux programmes créateurs. Or, les critères qui présideront au choix des programmes sont pour le moins imprécis.

Depuis deux jours, j'ai reçu des lettres d'organisations sérieuses de Winnipeg, dont certaines disaient savoir ce que présenterait le gouvernement. Elles contenaient des détails de programmes positifs proposés pour donner du travail à des jeunes. Les intéressés ne savent pas encore si leurs programmes seront approuvés ou acceptés. D'après les questions qu'ils posent, je déduis qu'ils doutent de recevoir l'approbation des différents ministères gouvernementaux en cause.

A l'annonce du programme, j'ai exprimé l'opinion qu'on n'aurait tout simplement pas le temps d'étudier les nombreuses propositions qui pourraient être soumises afin d'en retenir les meilleures. Le secrétaire d'État a dit maintenant qu'on n'avait affecté que 57 millions de dollars aux programmes d'emplois pour les jeunes. En réalité, si l'on acceptait tous les programmes proposés à son ministère, il faudrait que le gouvernement affecte 150 millions de dollars à leur financement. Je le répète, le programme a été annoncé de telle sorte qu'on n'aura absolument pas le temps de faire un choix des meilleures propositions, et pourtant la situation est encore plus grave que l'année dernière.

L'été dernier, environ 450,000 étudiants d'universités et d'écoles secondaires cherchaient un emploi. Sauf erreur, environ 90 p. 100 d'entre eux en ont trouvé, chiffre qui peut paraître fort impressionnant, mais si l'on se penche sur les résultats réels, on constate que seulement 50 des intéressés sur cent ont trouvé un emploi durant plus de la moitié de leurs vacances.

Un étudiant qui termine ses cours fin avril pour ne reprendre que vers la fin de septembre doit travailler le plus clair des mois d'été, à moins que ses parents lui accordent une aide financière appréciable. Je le répète, l'an dernier, seulement la moitié des étudiants ont pu se placer pendant plus de 50 p. 100 de la durée de leurs vacances. C'est catastrophique pour les jeunes qui désirent poursuivre leurs études. Le gouvernement, le ministère de la Main-d'œuvre, les universités, les CEGEP et les écoles techniques leur ont dit qu'ils devaient étudier le plus longtemps possible. Ces dernières années, ceux qui ont chômé le plus longtemps et le plus souvent sont justement ceux qui manquent de spécialisation, de formation et d'instruction.

Or, ce sont précisément ces jeunes qui ont le plus de difficulté à trouver du travail, ce sont précisément eux